

Défendons la souveraineté des Wet'suwet'en

La démocratie ne peut coexister avec la violence, la terreur et l'impunité de la GRC



Journée d'action dans tout le Canada

- **La demande d'un statut pour toutes et tous sans délai résonne haut et fort**

Défendons la souveraineté des Wet'suwet'en

La démocratie ne peut coexister avec la violence, la terreur et l'impunité de la GRC

Des gens des quatre coins de l'Île de la Tortue ont participé à une importante conférence en ligne le 19 octobre pour discuter de la situation actuelle sur le territoire non cédé des Wet'suwet'en. Le peuple wet'suwet'en et ses alliés mènent une bataille acharnée pour empêcher que le gazoduc de Coastal GasLink (CGL) pénètre sur leur territoire. Présentement, le forage a débuté sous les eaux en amont de la rivière Wedzin Kwa, la source d'eau potable des villages des Wet'suwet'en et une zone importante de frayage de saumon.

Les orateurs du webinaire étaient les chefs héréditaires Na'Moks et Woos, ainsi que Sleydo', défenderesse de la terre wet'suwet'en et porte-parole du poste de contrôle des Gidimt'en.

Le chef Na'Moks a condamné les actions de la GRC sur le territoire des Wet'suwet'en qui sont appuyées, a-t-il souligné, par les gouvernements fédéral et de la Colombie-Britannique. « Depuis quelques mois seulement, il y a eu des centaines et des centaines de visites de la GRC sur nos



Intervention de la GRC sur le territoire non-cédé des Wet'suwet'en

territoires et sur nos propriétés familiales. » Il a dit que la GRC arrive à toute heure du jour et de la nuit, invoquant toutes les excuses pour justifier ses menaces et son intimidation. « Ils viennent ici et se trouvent des prétextes comme une plaque d'immatriculation sale sur une route poussiéreuse pour ensuite vous arrêter et vous amener au poste de police. » Il a dit qu'il y avait maintenant des avis affichés que la GRC fait respecter comme quoi l'accès est interdit aux zones de forage et de dynamitage. Cela inclut le fumoir traditionnel qui est utilisé pour fumer le poisson et le gibier. Le chef a fait remarquer qu'aucun permis de dynamitage ou de forage n'a été délivré par les chefs traditionnels et que toute ces activités sont donc illégales.

Le chef Na'Moks a aussi mentionné le recours du gouvernement Trudeau à la *Loi sur les mesures d'urgence* plus tôt cette année pour contrer le soi-disant Convoi de la liberté à Ottawa, une loi qui selon lui sera utilisée pour criminaliser davantage les peuples autochtones qui s'opposent au développement économique sur leurs territoires et pour cibler toutes personnes qui défendent leurs droits.

Il a dit qu'après que la Cour suprême a appuyé les droits des Wet'suwet'en dans la cause historique Delgamuukw du 11 décembre 1997, il s'attendait à ce que cette décision change l'approche du Canada envers les peuples autochtones, mais ce n'est pas ce qui s'est produit. Les gouvernements placent les profits des intérêts privés avant les droits humains, a-t-il souligné, ajoutant que même si la Colombie-Britannique et le Canada prétendent appuyer la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, ils continuent d'agir comme si de rien n'était. Cela peut se voir, a dit le chef Na'Moks, lorsque [le Canada] « se pointe chez des peuples non armés et pacifiques comme nous avec des milices armées et des agences de sécurité accompagnées d'hélicoptères, de chiens et de scies à chaîne pour fracasser nos portes et faire entrer de l'équipement pour servir les intérêts de l'industrie ». Il a ajouté : « Ce ne devrait pas être les industries qui gouvernent ce pays, ce devrait être le peuple. » Il a aussi dit que la démocratie ne peut coexister avec la violence, la terreur et l'impunité de la GRC.

Le chef Na'Moks a appelé tout le monde à être solidaire des Wet'suwet'en parce que ce qui arrive aux Wet'suwet'en est lourd de conséquences pour tous les Canadiens, alors « faites-vous entendre, faites-vous voir et prenez la parole », a-t-il dit.

Sleydo a ensuite pris la parole. Elle a expliqué : « Nous avons un consensus de dire NON à CGL et aux pipelines sur nos territoires. Nous avons tenu une cérémonie du calumet pour annoncer que nous empêcherions l'accès à la route de service. Nous voilà presque quatre ans plus tard et nous avons épuisé tous nos recours. Nous avons tenté des actions juridiques qui ont coûté des centaines de milliers de dollars et pris des centaines de milliers d'heures. Le Comité de l'ONU sur le racisme environnemental a condamné par écrit la police et la violence de CGL contre notre

peuple. » Elle a ajouté que l'entente de principe conclue entre la Colombie-Britannique et les chefs héréditaires en 2020 devait être un nouveau point de départ où il y aurait reconnaissance des droits des Wet'suwet'en, mais on a plutôt vu une escalade des raids armés, de la violence de la GRC, des arrestations et de l'intimidation.

Elle a dit qu'il est illégal, selon la loi canadienne, de perturber une rivière où les saumons fraient. Une certaine espèce de lamproie en voie de disparition est menacée d'extinction à cause du forage, mais aucun organisme de réglementation ne fait son devoir pour intervenir et arrêter cela. Elle a ajouté : « Présentement, les saumons se reproduisent dans la rivière et vous pouvez entendre le forage à des kilomètres de distance, vous pouvez le ressentir dans le sol, dans la terre. Le site de forage est énorme. Des policiers passent 24 heures sur 24, sept jours sur sept, à l'intérieur d'une clôture doublée de 3,5 mètres de haut, surmontée de fils barbelés pour protéger le forage sous le Wedzin Kwa en ce moment. »



Cérémonie de l'eau sur le territoire des Wet'suwet'en, le 20 août 2022

Elle a appelé les travailleurs, les syndicats, les militants politiques, les organisations de jeunes et d'étudiants et tout le monde à intensifier la lutte pour repousser ce qui se produit sur le territoire Wet'suwet'en et qui aura des répercussions environnementales et sociales à court et à long terme affectant non seulement les Wet'suwet'en mais aussi les autres peuples de la région et situés en aval de la rivière.

Le Chef Woos a déclaré que les gouvernements fédéral et provincial doivent être tenus responsables de leur refus de respecter la souveraineté des Wet'suwet'en qui veulent être laissés seuls pour déterminer leurs propres affaires, comme c'est leur droit. Sa propre expérience, a-t-il dit, montre qu'il n'est pas possible de faire confiance à des gouvernements qui servent l'industrie privée au détriment des êtres humains. Il a rappelé que deux semaines après la signature par le gouvernement de la Colombie-Britannique d'un protocole d'entente avec les chefs héréditaires wet'suwet'en, qui était censé marquer le début de nouvelles relations respectueuses, la GRC a mené un raid massif au cours duquel Sleydo' et d'autres défenseurs des terres ont été arrêtés et brutalisés. Il a ajouté : « Nous avons essayé de nous rendre sur la plateforme de forage en été et la police était là. J'ai tenté de parler au surintendant de la police à Prince George, mais c'est comme parler à un mur. »

Le chef Woos a appelé tous les Canadiens à se mobiliser pour se tenir aux côtés du peuple wet'suwet'en, qui continue de s'opposer aux activités illégales de CGL visant à faire passer son

gazoduc sur son territoire. Il a déclaré que malgré les diverses lois environnementales, les gouvernements et l'industrie n'écoutent pas, aveuglés par la cupidité. Il a ajouté que la responsabilité incombe à chacun de prendre toutes les mesures pour aider les Wet'suwet'en qui sont isolés et encore plus criminalisés.

Les organisateurs ont appelé tout le monde à parler à leurs voisins et amis de la juste lutte des Wet'suwet'en contre l'État canadien raciste et la GRC et à prendre d'autres mesures comme appeler leurs députés pour leur demander de prendre position contre la violence et l'intimidation de la GRC et pour l'arrêt du forage. Des piquets et d'autres actions devant les 1200 succursales de la Banque Royale du Canada, le principal bailleur de fonds du gazoduc, ont été discutés et il a été demandé à chacun de contacter les cadres et les directeurs de la banque pour les inciter à se désengager du projet d'oléoduc CGL.

La bataille héroïque des Wet'suwet'en pour affirmer leur souveraineté et leurs droits héréditaires a révélé l'hypocrisie et la perfidie des libéraux de Justin Trudeau et du gouvernement néodémocrate de la Colombie-Britannique qui parlent de respecter les peuples autochtones mais font le contraire. Il est clair que les partis cartellisés au parlement et dans les assemblées législatives sont redevables aux intérêts privés.

Les gouvernements du Canada et de la Colombie-Britannique doivent rendre des comptes pour avoir refusé de reconnaître les droits héréditaires autochtones et pour avoir criminalisé la résistance des Wet'suwet'en. *LML* appelle tout le monde à intensifier son appui aux courageux défenseurs de la terre wet'suwet'en.



Plateforme de forage construite par Coastal GasLink pour forer sous le cours supérieur de la Wedzin Kwa, 18 septembre 2022

Journée d'action dans tout le Canada

La demande d'un statut pour toutes et tous sans délai résonne haut et fort



Une caravane de voitures visite les bureaux des ministres de la région de Montréal, le 16 octobre 2022.

Le 16 octobre, 32 actions ont eu lieu devant les bureaux de circonscription des ministres libéraux fédéraux d'un bout à l'autre du Canada sur une question de grande urgence - la demande que le quelque 1,7 million de travailleurs temporaires, de travailleurs migrants, de réfugiés, d'étudiants migrants internationaux et de personnes sans papiers obtiennent un statut permanent en tant que droit.

Les actions ont été organisées par le Réseau pour les droits des migrants afin de faire pression sur les ministres du Cabinet, car depuis que le premier ministre Justin Trudeau a annoncé, il y a 10 mois, que les libéraux mettraient en place un programme de régularisation, peu de mesures concrètes ont été prises.

Lors de la tenue des piquets, des réfugiés, des travailleurs migrants, des personnes sans statut et des étudiants internationaux ont parlé de leurs conditions de vie. Ils ont raconté qu'ils étaient isolés, qu'on leur refusait du soutien social de base comme les soins de santé, et qu'ils étaient exploités et maltraités au travail. Ils ont parlé de l'insécurité et de la peur quotidiennes auxquelles eux et leurs familles sont confrontés.

Ils ont également exprimé leur détermination à continuer à s'organiser et à se battre jusqu'à ce que tout le monde ait un statut permanent et qu'on mette fin à leur exploitation et aux mauvais traitements qui leur sont faits. Près de 500 organisations de la société civile au Canada et des centaines de milliers de Canadiens ont signé des pétitions et mené des actions pour appuyer les personnes sans statut. Les participants ont collectivement appelé le gouvernement Trudeau à tenir ses promesses de régulariser leur statut, permettant ainsi à chacun d'avoir une vie dans la sécurité et la dignité.



St. John's, Terre-Neuve et Labrador



Moncton, Nouveau-Brunswick



Halifax, Nouvelle-Écosse



Montréal





Ottawa



Toronto







Brampton



Mississauga



Oakville



Hamilton



Thunder Bay



Edmonton



Vancouver



(Photos : LML, Migrant Rights Network, Migrant Workers' Alliance for Change, Hamilton SMART team, No One Is Illegal Halifax, W. Karli)

www.pccml.ca • redaction@pccml.ca